

**Communication du Président du Conseil Régional
à l'Assemblée plénière**

Réunion des 20 et 21 juin 2013

Titre : Action de coopération internationale – Compte rendu d'activités 2012

L'état de la coopération décentralisée en 2012, tel que le fait apparaître la CNCD¹ dans son dernier bilan annuel, révèle une implication croissante des collectivités françaises à l'international, à savoir : la totalité des Régions, plus de 80 départements et l'intégralité des grandes villes. En y associant les communes de moindre taille et les 400 groupements intercommunaux, pas moins de 5 000 collectivités sont désormais actives en ce domaine. Ces mêmes données font apparaître que les acteurs de la coopération décentralisée assurent leur présence dans plus de 140 pays ; principalement au sud de la méditerranée, dans des pays francophones avec une appétence nouvelle pour les BRIC² (plus particulièrement la Chine).

Au cours de cette année de référence, la coopération décentralisée - vingt ans après la loi fondatrice de février 1992 – a fait l'objet directement ou non, d'une réflexion en profondeur sur son évolution et ses contenus. A cet égard, deux temps forts ont ponctué l'année 2012. Il s'agit, en premier lieu, du lancement des Assises du développement et de la solidarité internationale³ dont l'objectif est de réunir autour d'un large débat l'ensemble des acteurs concernés par ces questions, y compris les collectivités territoriales. En second lieu, dans l'idée d'établir un état des lieux et de tracer les perspectives de ce qui est devenu au fil du temps une véritable « diplomatie de proximité », le Ministre des Affaires étrangères et européennes a chargé André Laignel de produire un rapport sur l'action extérieure des collectivités territoriales françaises, rendu public en janvier 2013.

Le présent rapport d'activités se focalisera cette année sur les actions conduites par la Région et ses partenaires dans le domaine du développement économique. Cette orientation qui constitue une ligne directrice de l'action régionale en matière de coopération internationale, repose sur une démarche diversifiée, adaptée aux spécificités socio-économiques des collectivités avec lesquelles la Région entretient des relations étroites. Ainsi, dans les pays du Sud, il s'agit souvent d'accompagner l'émergence d'une économie locale, en particulier dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation. Dans les pays dont l'économie est plus forte, notre volonté est de susciter des échanges, notamment en accompagnant les entreprises de notre région qui souhaitent exporter. Les liens tissés à travers nos accords de coopération se révèlent fort utiles lorsqu'il s'agit, en cohérence totale avec nos structures régionales d'accompagnement à l'export, de favoriser des contacts ou d'aplanir des difficultés administratives.

L'année 2012 aura été marquée par plusieurs temps forts dont nous donnerons ici un aperçu :

¹ Commission Nationale de la Coopération Décentralisée

² Brésil Russie Inde Chine

³ Sous l'autorité du ministre délégué chargé du Développement (MAEE)

- La coopération décentralisée offre donc la possibilité de tisser des relations économiques avec nos régions partenaires. C'est la raison pour laquelle la Région Centre a accompagné 10 entreprises du Cercle Maghreb pour une visite d'étude qui s'est déroulée en novembre 2012. Cette mission pilote avait pour but de dynamiser la mise en réseau des acteurs économiques des deux régions grâce au relais durable établi par leur action de coopération décentralisée.
- Afin de renforcer les liens avec l'Etat du Tamil Nadu en Inde et de développer avec une intensité accrue nos projets de coopération économique, éducative et culturelle, il a été jugé opportun de conjuguer la présence de la Région Centre à celle d'une autre Région française : les Pays de la Loire. Dans cet esprit, il a été créé en 2012 une représentation permanente des deux Régions associées, installée à Chennai dans des locaux partagés avec la Chambre de Commerce et d'Industrie franco-indienne (IFCCI). Cette démarche, pour l'instant unique dans le champ de la coopération décentralisée, repose sur la volonté de travailler de manière concertée et de mutualiser les efforts afin d'agir plus efficacement sur un territoire de coopération aussi vaste.
- L'année 2012 fut aussi celle de la célébration du 50^{ème} anniversaire du traité de l'Elysée. La Région Centre et le Land de Saxe-Anhalt se sont mobilisés afin de donner à cet événement fondateur de l'amitié franco-allemande la dimension qui lui revient. Des nombreuses activités ont été programmées à cet effet : rencontres sportives, échanges scolaires, actions de coopération culturelle et artistique...
- La Région Centre et son partenaire mauritanien de la région du Gorgol (l'AMPG)⁴ assurent depuis plusieurs années le fonctionnement d'un centre d'appui aux collectivités locales de ce secteur (le CRALG) dans le but d'apporter un accompagnement au processus de décentralisation. L'Agence Française de Développement a fait le choix de soutenir cette initiative dans le cadre du programme VAINCRE en apportant un financement de 2,5 millions d'euro afin de pourvoir notamment aux investissements communaux.
- Les graves troubles ayant affectés le Mali au cours de cette année, en particulier la prise de contrôle du nord du pays par les groupes armés djihadistes, ont eu pour conséquence l'arrivée massive de réfugiés dans le centre du pays. Aussi, en accord avec l'Assemblée régionale de Mopti, il a été convenu de réorienter le programme de coopération décentralisée et de concentrer les efforts sur la sécurisation alimentaire. En partenariat avec l'ONG Afrique Verte, il a été mis en place un programme d'urgence en faveur des familles déplacées.
- Enfin, en lien avec le Comité de Bassin Loire-Bretagne et les associations départementales de maires, la Région a lancé en 2012 une série de forums départementaux d'information sur les possibilités offertes par la loi Oudin-Santini. Cette mesure permet notamment aux collectivités territoriales, dans la limite de 1 % des ressources qui sont affectées à l'eau et l'assainissement, de mener des actions de coopération décentralisée, d'aide d'urgence ou de solidarité internationale dans ce domaine.

⁴ Association des Maires et Parlementaires du Gorgol

AGIR DANS LE CHAMP DE LA COOPERATION DECENTRALISEE

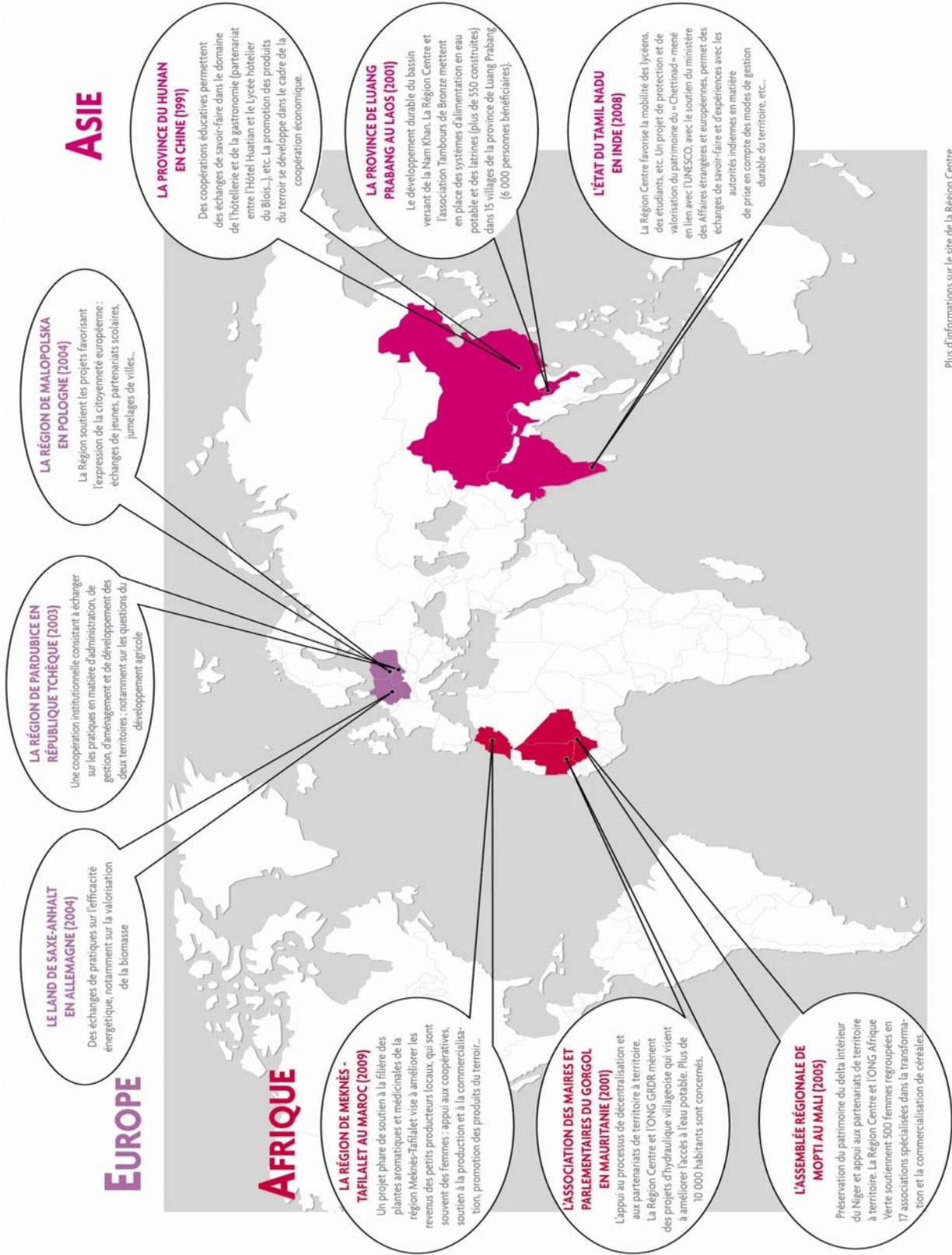
La Région Centre intervient en direction de zones prioritaires de coopération décentralisée. Elle s'appuie sur ses compétences (développement économique, culture, patrimoine, lycées, enseignement supérieur, recherche, aménagement du territoire, environnement, tourisme...) pour partager son expérience avec ses régions partenaires et accompagner, le cas échéant, des programmes de développement, en synergie avec les acteurs locaux.

	Pays	Régions partenaires	Parmi ce qu'il faut retenir de l'année 2012
EUROPE	Allemagne, République tchèque, Pologne,	Région européennes partenaires (Land de Saxe-Anhalt, Pardubice, Malopolska)	<p>En mars 2012, s'est tenu le comité mixte de coopération entre la Région Centre et le Land de Saxe-Anhalt. Les deux Présidents ont redit leur engagement en faveur d'échanges de pratiques dans le domaine de l'économie verte et plus particulièrement celui de la valorisation de la biomasse. Une délégation du Land était présente à ce titre à Ferme Expo pour prendre contact avec des représentants du monde agricole.</p> <p>Dans le domaine culturel, un projet de création musicale a vu le jour entre la CIMAC et la Kunststiftung de Halle impliquant l'organisation de concerts dans les deux régions. Le projet Outrepasseurs portés par le Théâtre de la Tête Noire et le Théâtre Thalia de Halle a permis d'organiser des résidences d'écrivains et de comédiens.</p> <p>Enfin le Ministre-Président du Land a souhaité engagé un projet sur le devoir de Mémoire, avec le CERCIL.</p> <p>Une délégation de la Région de Pardubice était présente en mars à l'occasion de la conférence européenne « Agriculteur, graine d'avenir » afin d'échanger sur la PAC. Et en juillet une délégation tchèque s'est rendue en région Centre afin de faire le point sur les projets culturels et éducatifs engagés entre les deux partenaires.</p> <p>Plusieurs séjours éducatifs de lycéens ont été organisés dans la région de Cracovie à la faveur du dispositif « Trans'Europe Centre » (nombre de ces projets se sont construits autour du thème de la Mémoire)</p>
AFRIQUE	Maroc	Région de Meknès-Tafilalet	<p>En mai 2012, un déplacement-presse a été organisé dans la région Meknès-Tafilalet afin de valoriser les projets phares de la coopération.</p> <p>Des artistes de la région Centre (théâtre, musique, cinéma) ont animé des ateliers dans 3 lycées de la région Meknès-Tafilalet dans le cadre de l'exportation du dispositif « Aux Arts lycéens ».</p> <p>Une semaine marocaine a été organisée début novembre à Orléans à laquelle a participé une délégation d'élus de la Région Meknès-Tafilalet.</p> <p>En novembre, une délégation du Cercle Maghreb (réseau d'entreprises) s'est rendue à Meknès pour développer les échanges économiques avec</p>

ASIE			<p>le Maroc.</p> <p>Enfin, en décembre, s'est tenu à Meknès le comité de pilotage du programme de développement de la filière plantes aromatiques et médicinales.</p>
	Mauritanie	Région du Gorgol	<p>La Région Centre a apporté son appui au fonctionnement du Centre régional d'appui aux collectivités locales du Gorgol.</p> <p>Des projets concrets au bénéfice des populations ont été mis en œuvre à la faveur d'un partenariat avec le GRDR : eau et assainissement, développement de filières agricoles, distribution de céréales...</p> <p>Le Centre hospitalier régional d'Orléans a développé des relations avec le Centre hospitalier régional de Kaédi. Et le groupe régional « Cigogne noire » a initié un partenariat avec une association de protection de la nature mauritanienne.</p>
	Mali	Région de Mopti	<p>La Région Centre, en lien avec l'ONG Afrique Verte a apporté son appui à 17 groupes de femmes de la région Mopti pour développer la transformation et la commercialisation de céréales.</p> <p>Une aide humanitaire d'urgence a permis la distribution de 50T de céréales à destination des populations déplacées suite au conflit se déroulant dans le Nord du Mali.</p> <p>A cela s'est ajouté un appui financier aux partenariats entre les lycées de Joué-lès-Tours et de Bandiagara, et entre l'AFDI 45 et les organisations paysannes de Mopti.</p>
	Chine	Province du Hunan	<p>En mai 2012, une mission économique a été conduite avec des chefs d'entreprises dans les secteurs « eau, traitement des déchets et géothermie ».</p> <p>En août 2012, la Région a renouvelé le poste assurant sa représentation dans le Hunan, à CHANGSHA.</p> <p>Cette année, le lycée hôtelier de Blois poursuit son partenariat dans le Hunan, avec développement de la mobilité lycéenne et son projet d'ouverture d'une Licence Professionnelle en Gastronomie et Management international.</p> <p>Au cours de l'année, les premières commandes de vins du Centre ont été passées, dans le cadre de la démarche d'exportation de vins de Loire dans le HUNAN. Une campagne sur ce thème a été organisée par CENTRECO-CENTREXPOR en mars 2013.</p>
	Inde	État du Tamil Nadu	<p>En janvier 2012, une mission interrégionale « institutionnelle et culturelle » a été organisée avec les Pays de la Loire, à NEW DELHI et à CHENNAI.</p> <p>En avril, la Consule honoraire de France à Chennai a été accueillie à l'occasion de la mise en œuvre du projet de coopération culturelle « musiques actuelles », et l'accueil d'artistes du Tamil Nadu au Printemps de Bourges.</p>

			<p>En juin 2012, la Région a assuré le renouvellement du poste de volontaire international dans le Tamil Nadu, à CHENNAI.</p> <p>Au cours de l'année, deux projets du lycée hôtelier de Blois et du lycée Jacques Cœur de Bourges ont été conduits sur le thème de la Gastronomie internationale. De plus, trois projets de l'Université de Tours dont un projet ARCUS ont renforcé la coopération universitaire.</p>
	Laos	Province de Luang Prabang	<p>Il a été procédé début janvier, à la restitution du travail d'évaluation de l'action de coopération décentralisée avec la Province.</p> <p>L'électrification des bâtiments publics de 3 villages de la province de Luang Prabang a permis d'améliorer les conditions de vie des populations (en partenariat avec l'association Electriciens sans Frontières). Le montage de la phase 2 du projet eau et assainissement a été finalisé, elle démarrera dès le début 2013.</p>

La mise en œuvre et le suivi des accords de coopération décentralisée conclus avec les régions partenaires impliquent des déplacements, en particulier lors de la tenue des Comités mixtes de coopération. Ces rendez-vous annuels permettent de réaliser un bilan des actions en cours et de tracer les perspectives pour l'année à venir. Les missions de ce type, d'ordre institutionnel, se font sur la base de délégations volontairement resserrées avec le souci constant d'un coût réduit (vols aux tarifs de base, frais d'accueil le plus souvent pris en charge par les partenaires...). Elles font également l'objet de la livraison de rapports de missions consultables auprès de la Direction de la Coopération Internationale.



ASIE

LA RÉGION DE MALOPOLSKA EN POLOGNE (2004)

La Région soutient les projets favorisant l'expression de la citoyenneté européenne : échanges de jeunes, partenariats scolaires, jumelages de villes...

LA RÉGION DE PARDUBICE EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2003)

Une coopération institutionnelle consistant à échanger sur les pratiques en matière d'administration, de gestion, d'aménagement et de développement de deux territoires ; notamment sur les questions du développement agricole

LE LAND DE SAXE-ANHALT EN ALLEMAGNE (2004)

Des échanges de pratiques sur l'efficacité énergétique, notamment sur la valorisation de la biomasse

LA PROVINCE DU HUNAN EN CHINE (1991)

Des coopérations éducatives permettent des échanges de savoir-faire dans le domaine de l'hôtellerie et de la gastronomie (partenariat entre l'Hôtel Huatian et le lycée hôtelier du Blois...), etc. La promotion des produits du terroir se développe dans le cadre de la coopération économique.

LA PROVINCE DE LUANG PRABANG AU LAOS (2001)

Le développement durable du bassin versant de la Nam Khan. La Région Centre et l'association Tambours de Bronze mettent en place des systèmes d'alimentation en eau potable et des latrines (plus de 550 construites) dans 15 villages de la province de Luang Prabang (6 000 personnes bénéficiaires).

L'ÉTAT DU TAMIL NADU EN INDE (2008)

La Région Centre favorise la mobilité des lycéens, des étudiants, etc. Un projet de protection et de valorisation du patrimoine du « Chettinad » mené en lien avec l'UNESCO avec le soutien du ministère des Affaires étrangères et européennes, permet des échanges de savoir-faire et d'expériences avec les autorités indiennes en matière de prise en compte des modes de gestion durable du territoire, etc...

EUROPE

AFRIQUE

LA RÉGION DE MEKNÈS - TAFILALET AU MAROC (2009)

Un projet phare de soutien à la filière des plantes aromatiques et médicinales de la région Meknès-Tafilalet vise à améliorer les revenus des petits producteurs locaux, qui sont souvent des femmes ; appui aux coopératives, soutien à la production et à la commercialisation ; promotion des produits du terroir...

L'ASSOCIATION DES MAIRES ET PARLEMENTAIRES DU GORGOL EN MAURITANIE (2001)

L'appui au processus de décentralisation et aux partenariats de territoire à territoire. La Région Centre et l'ONG GRDR mènent des projets d'hydraulique villageoise qui visent à améliorer l'accès à l'eau potable. Plus de 10 000 habitants sont concernés.

L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE DE MOPTI AU MALI (2005)

Préservation du patrimoine du delta intérieur du Niger et appui aux partenariats de territoire à territoire. La Région Centre et l'ONG Afrique Verte soutiennent 500 femmes regroupées en 17 associations spécialisées dans la transformation et la commercialisation de céréales.

I UNE ACTION DE COOPERATION DECENTRALISEE ORIENTEE VERS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE :

La Région Centre a fait du développement économique l'un des axes majeurs de sa politique de coopération décentralisée. L'action en faveur d'un développement inclusif notamment dans le domaine agricole constitue la ligne directrice des programmes conduits au Sud. Par ailleurs, la coopération décentralisée, forte des relations étroites et durables qu'elle entretient avec des autorités locales étrangères, offre de réelles possibilités pour favoriser les échanges économiques, qu'il s'agisse d'aider nos entreprises à exporter ou de renforcer l'attractivité de notre territoire pour les entreprises qui souhaiteraient s'implanter en France. La promotion de nos entreprises, de nos universités, de nos centres de recherche est au cœur de cette démarche. Enfin, elle permet, notamment dans le cadre des relations intracommunautaires, d'établir un dialogue sur les stratégies de développement économique de nos territoires et d'échanger les bonnes pratiques en cette matière.

FACILITER L'ACTION DE NOS ENTREPRISES A L'INTERNATIONAL : L'EXEMPLE MAROCAIN

Créé en 2008, à l'initiative de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie, le Cercle Maghreb regroupe des dirigeants d'entreprises de la région Centre souhaitant développer des échanges et des partenariats au Maghreb.

Au cours de premier semestre 2012, des membres du Cercle Maghreb ont eu l'occasion d'établir les premiers contacts à la faveur de leur participation au SIAM (Salon International d'Agriculture à Meknès) et de leur rencontre avec le Centre Régional d'Investissement de Meknès (CRI).

Afin de poursuivre et de développer ces échanges, une mission mobilisant 10 entreprises du Cercle Maghreb s'est déroulée en novembre 2012 à Meknès. Elle avait pour but de dynamiser la mise en réseau des acteurs économiques des deux régions grâce au relais durable établi par la coopération décentralisée, notamment dans le cadre de ses programmes phares.

Les 10 entreprises du Cercle Maghreb ont ainsi été mises en relation avec 30 opérateurs économiques marocains travaillant dans les secteurs correspondant à leurs activités (agroalimentaire, assainissement...).

Les participants français et marocains se retrouveront en 2013 en région Centre. La Volontaire de Solidarité Internationale chargée du suivi de la coopération décentralisée avec la région de Meknès-Tafilalet assure un lien permanent avec le CRI afin de faire prospérer les contacts établis entre les entreprises impliquées dans cette démarche.



ECHANGER LES BONNES PRATIQUES SUR LA QUESTION DE L'ECONOMIE VERTE : L'EXEMPLE ALLEMAND

En 2010, à la faveur de la redéfinition du cadre stratégique de coopération, il a été convenu de retenir les échanges de pratiques en matière d'efficacité énergétique, et plus particulièrement l'utilisation de la biomasse comme un axe majeur de la coopération avec le Land.

En associant des acteurs de son territoire intéressés par cette thématique, la Région entend jouer un rôle d'animation et mobiliser l'expertise française et allemande afin de co-construire une stratégie de valorisation de la biomasse selon une approche de durabilité : bilan énergétique, biodiversité, paysage, valorisation économique, emplois non délocalisables...

Une délégation de la Région Centre s'était rendue en Saxe-Anhalt en juin 2011. A cette occasion, plusieurs pistes de coopération avaient été identifiées. Un échange entre le Ministre du Land délégué aux affaires européennes et les Vice-présidents de la Région respectivement en charge des relations internationales et de l'énergie a notamment porté sur les conditions de mise en œuvre d'une politique publique de valorisation énergétique de la biomasse.

Une des pistes proposées par le Ministre était de développer les échanges sur la question des territoires « autonomes » en énergie (organisation territoriale, production d'énergie, identification des besoins en énergie...). Certaines communes du Land de Saxe-Anhalt sont engagées dans une démarche « commune à énergie positive ». Les partenaires allemands ont présenté cette démarche lors de la table ronde « climat, énergie, biomasse : partenariats réussis entre agriculteurs et collectivités » organisée par la Chambre d'agriculture de l'Indre-et-Loire à Ferme expo en novembre 2012.

D'autre part, il semblait pertinent d'échanger avec les partenaires allemands sur la démarche d'efficacité énergétique élaborée à l'échelle d'un territoire en France, et notamment sur la construction et la mise en œuvre d'un PCET (plan climat énergie territorial). La délégation allemande a également abordé ce sujet au cours d'une visite au Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine.



VALORISER LA FORMATION PROFESSIONNELLE : LES EXEMPLES CHINOIS ET INDIENS

La Région Centre accompagne les actions du lycée des Métiers de l'Hôtellerie et du Tourisme du Val de Loire à Blois dans le cadre de partenariats conclus avec des organismes indiens et chinois. Il s'agit, d'une part, de celui conclu en 2009 avec l'hôtel chinois cinq étoiles « Huatian » de CHANGSHA, situé dans le Province du Hunan, et, d'autre part, de celui concrétisé en 2010 avec l'Institut d'hôtellerie indien de l'Université SRM de CHENNAI, située dans l'Etat du Tamil Nadu.

Les projets soutenus ont permis la réalisation de stages à CHANGSHA et CHENNAI par des élèves scolarisés en BTS « hôtellerie – restauration », l'accueil de chefs cuisiniers chinois en France et l'accueil, en octobre dernier, du directeur de l'Institut d'hôtellerie de l'Université SRM de CHENNAI accompagné d'un professeur de cuisine.

Ces actions visent à :

- Valoriser le savoir-faire français en matière de gastronomie ;
- Développer des partenariats avec les hôtels de CHANGSHA et de CHENNAI ;
- Promouvoir la formation des chefs, l'ouverture à des cultures différentes et les échanges de pratiques professionnelles par des séjours d'enseignants dans l'établissement partenaire ;
- Développer un réseau de placement d'étudiants en entreprise étrangère pendant les périodes de formation en milieu professionnel.

La poursuite des actions pourraient permettre de créer à terme une offre de restauration française à CHANGSHA et CHENNAI, et de former des élèves chinois et indiens à Blois dans le cadre de la future Licence Professionnelle « Gastronomie internationale et management », développé en partenariat avec l'Université François Rabelais de Tours et l'Institut d'Administration des Entreprises de Tours.

De plus, un partenariat entre le lycée général et technologique Jacques Cœur de Bourges et l'Institut d'hôtellerie et de restauration de l'Université SRM de Chennai, progresse sur le thème « coopération économique et développement durable en hôtellerie – restauration », en collaboration avec le lycée de tourisme et d'hôtellerie de Blois, et avec le soutien de collège Jean Renoir de Bourges ouvert sur l'Inde.

Le projet vise à :

- Permettre une sensibilisation des lycéens sur les pratiques en matière de restauration professionnelle, mais également sur la question de la souveraineté alimentaire ;
- Permettre une mutualisation des connaissances et des échanges de professeurs et de jeunes entre les lycées hôteliers de Bourges et de Blois et l'Institut d'hôtellerie et de restauration de l'Université SRM de Chennai ;
- développer la notion de solidarité internationale, auprès des lycéens ;
- mettre en place, à moyen terme, une politique de projets éducatifs au sein de l'établissement intégrant notamment un volet « ouverture internationale ».



ACCOMPAGNER UN DEVELOPPEMENT AGRICOLE INCLUSIF : LES EXEMPLES DU MAROC, DU MALI, DE LA MAURITANIE ET DU LAOS

LA FILIERE PLANTES AROMATIQUES ET MEDICINALES AU MAROC



Le programme PAM vise à améliorer les revenus des petits producteurs locaux, qui sont souvent des femmes. Cet objectif implique d'appuyer l'organisation professionnelle de la filière, d'appuyer la production et la commercialisation des PAM, de promouvoir les produits du terroir, d'accompagner les porteurs de projets en matière de financement, formations et assistance technique, et enfin de soutenir les projets de recherche.

Différentes actions ont été engagées en 2012 :

Un appel à projets a été lancé afin de renforcer les capacités des coopératives (alphabétisation, montage de projets, comptabilité, apport de connaissances techniques sur la production des PAM...).

Les coopératives ainsi sélectionnées sont également aidées par l'Agence de Développement Social de Meknès afin de participer à différents salons de promotion des produits du terroir au Maroc, notamment au salon international de l'agriculture de Meknès.

En termes de capitalisation des connaissances, une étude a été conduite par des chercheurs de l'ENA et de l'université de Meknès afin de réaliser un état des lieux du secteur des PAM dans la région Meknès-Tafilalet. Il apparaît que le secteur est très peu organisé, qu'un travail de traçabilité et de certification est à engager ainsi que le développement d'une vision globale de la filière afin de la structurer : production, recherche et développement, appui technique, organisation professionnelle...

Suite à cette étude et dans le cadre de son appel à projets « recherche », la Région Centre soutient le projet VALPAMMeT porté par l'ICOA (Institut de chimie organique et analytique de l'Université d'Orléans, membre de la Cosmetic Valley), l'ENA et la Faculté des Sciences et Techniques d'Errachidia, entre autres partenaires. Ce programme de recherche a pour objectifs la caractérisation et la valorisation chimique de 12 plantes de la région Meknès-Tafilalet.

L'ACCOMPAGNEMENT D'UN GROUPEMENT DE PRODUCTRICES AU MALI

Dans le but de promouvoir les produits alimentaires à base de céréales locales et les farines fortifiées dans la région de Mopti, en vue d'améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle de sa population, la Région Centre et la Région de Mopti sont partenaires de l'ONG Afrique Verte depuis 2007.

En accompagnant 17 groupements de femmes (représentant près de 500 personnes) à travers des actions de formation, de promotion, d'achat de matériel, ce programme de sécurité alimentaire a permis :

- d'améliorer la disponibilité en produits agricoles transformés pour les consommateurs urbains et augmenter le niveau de revenus des femmes,
- d'améliorer la disponibilité en farine fortifiée pour les enfants, les femmes enceintes et allaitantes,
- de renforcer les capacités techniques des élus locaux pour une meilleure prise en compte des questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle

lors de l'élaboration des programmes de développement local.



Par ailleurs, suite à la grave crise que connaît le Mali depuis le début de l'année 2012, et qui a entraîné selon l'ONU plus de 300 000 personnes déplacés provenant du Nord du Mali, la Région Centre a soutenu l'ONG Afrique Verte, à hauteur de 70 000 € pour une aide humanitaire d'urgence permettant la distribution de céréales (41 T de mil pour 2 460 personnes), de farines enrichies (9 T pour 1 200 enfants de 0 à 5 ans), et la bonne gestion des banques de céréales.



LA PROMOTION DE L'AGROECOLOGIE AU LAOS

Durant la période 2009-2010, à la faveur d'un partenariat avec la Mission Val de Loire et le CIRAD, la Région Centre a conduit un programme visant à développer une agriculture durable dans 3 villages de la province de Luang Prabang.



Séchoir solaire



Canne planteuse

L'année 2012 a été l'occasion de réaliser une mission d'évaluation de ces activités. La restitution des résultats est prévue pour le début de l'année 2013, et, le cas échéant, permettra d'enclencher une nouvelle phase à ce projet d'agro-écologie.



L'APPUI AUX FILIERES AGRICOLES EN MAURITANIE

Dans le but de contribuer au développement économique de la région du Gorgol, la Région Centre conduit un programme d'accompagnement des acteurs des filières patate douce, sorgho et lait en lien avec l'ONG GRDR.

Les actions mises en œuvre permettent de :

- Renforcer et promouvoir les initiatives locales en faveur de la production, de la conservation et de la commercialisation des filières lait, sorgho, patate douce et de leurs produits dérivés au niveau de la région du Gorgol et des marchés urbains ;
- Diffuser des approches intégrées agro-écologiques, de gestion de flux entre les activités d'élevage, agricoles et horticoles ;
- Renforcer la structuration des filières afin d'accroître la consommation des produits locaux, de stimuler et de valoriser la production régionale ;
- Améliorer les revenus des acteurs des filières ;
- Renforcer les capacités des élus de la région du Gorgol pour développer les politiques publiques en faveur du développement économique.



Champ de sorgho



II LE VOLONTARIAT DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (VSI)

Depuis maintenant 10 ans, la Région Centre est partenaire de France Volontaires afin de développer un programme de volontariat international. Cette année ce sont 5 jeunes professionnels qui ont pu bénéficier des possibilités offertes par la Région Centre de vivre une expérience professionnelle en tant que VSI (au Maroc, au Laos, en Chine et en Inde).

Ces volontaires assurent une mission de relais pour la Région Centre et permettent de faciliter la mise en œuvre des différents programmes de coopération conduits dans nos zones prioritaires.

Nous avons recueilli quelques témoignages illustrant les missions exercées par les volontaires :

« Le Maroc est un pays qui nous paraît proche, voisin sur de nombreux points et qui continue pourtant à nous fasciner de par sa différence. La coopération décentralisée entre deux collectivités locales prend alors tout son sens : travailler ensemble dans le respect de la différence. Le projet Plantes Aromatiques et Médicinales m'a tout particulièrement intéressé parce qu'il prend en compte de nombreux paramètres du développement qui sont étroitement intriqués : l'agriculture, l'organisation de filière, le renforcement de capacité des acteurs locaux et la question de la femme. Je suis donc heureuse de travailler en tant que volontaire internationale sur de telles problématiques et en relation avec les acteurs locaux ».

Jeanne Bigot, en poste depuis août 2012

« Etudiante en chinois depuis de nombreuses années, mon rêve de venir travailler en Chine s'est concrétisé grâce à la mission de VSI offerte par la Région Centre et France-volontaires.

Plus que la découverte d'un nouvel environnement de travail, cette expérience est aussi la confrontation avec une nouvelle culture, un autre mode de pensée. La compréhension que j'acquiers sur le terrain du peuple chinois et de leurs coutumes facilite les échanges et la communication entre les acteurs de la coopération.

Pour animer au mieux le programme de coopération entre la Région Centre et la Province du Hunan, mais aussi pour s'épanouir au mieux dans cette mission, une bonne dose d'énergie et un optimisme quotidien sont de rigueur ! »

Estelle Lacadée, en poste depuis août 2012

AGIR EN FAVEUR D'UN TERRITOIRE OUVERT SUR LE MONDE ET A LA SOLIDARITE

La Région Centre s'emploie à créer sur son territoire un environnement favorable au déploiement d'actions de coopération et de solidarité internationales ainsi que celles conduites en faveur de la citoyenneté européenne, notamment en fédérant et en accompagnant les acteurs locaux.

I L'APPUI AUX ACTEURS

LES JUMELAGES DE VILLES EN EUROPE



Dans le contexte actuel d'approfondissement de la construction européenne, les collectivités territoriales jouent un rôle essentiel. Un grand nombre de villes sont associées à une ou plusieurs communes situées dans les autres Etats membres de l'Union européenne soit directement, soit par le biais d'associations locales de jumelage. En Europe, près de 15 000 collectivités territoriales sont impliquées dans un jumelage de villes ; en France, près de 3 700 entités locales sont concernées ; enfin, en région Centre, près de 300 jumelages entretiennent des relations étroites avec des partenaires européens.

La Région Centre soutient ce type de partenariat qui favorise la coopération entre les villes et leurs habitants. Elle est à l'initiative depuis 2006 d'un appel à projet intitulé « L'Europe de vos projets », en faveur des jumelages de villes en Europe. Depuis lors, ce dispositif a permis de soutenir financièrement 143 projets, sociaux, culturels, éducatifs ou sportifs, au bénéfice de plus de 7 000 jeunes.

Ces actions mobilisent directement et fortement la jeunesse. Elles permettent d'aborder, sous l'angle de l'échange, des questions telles que l'insertion sociale, le développement durable, la démocratie locale, encore, la valorisation des territoires.

➤ Un dispositif qui répond à une demande qui se confirme

- 30 projets soutenus en 2012
- 23 projets portés par un comité de jumelage, 7 par une commune
- 6 départements de la région représentés

Nombre de projets	Départements
12	Indre-et-Loire
7	Loiret
4	Loir-et-Cher
3	Cher
3	Indre
1	Eure-et-Loir

➤ Un appui régional déterminant

- Une aide régionale totale de 65 466 €
- Une participation financière de la Région à hauteur de 25% en moyenne
- Plus de 120 participants à la réunion annuelle d'information et de valorisation

➤ Une contribution de la Région au développement d'une citoyenneté européenne active auprès des jeunes

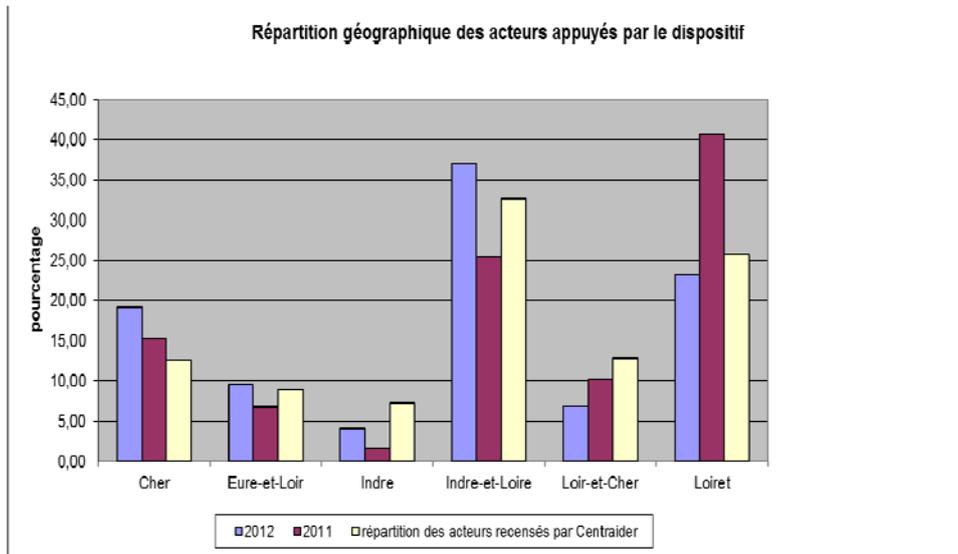
- Les projets soutenus en 2012 relèvent dans leur majorité de trois thématiques : échanges culturels, sportifs, éducatifs
- 50 jeunes en moyenne impliqués par projet
- 11 pays de l'Union européenne associés :
Allemagne, Belgique, Bulgarie, Chypre, Hongrie, Italie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie
(6 projets ont impliqué plusieurs partenaires européens)

LES ACTIONS DE COOPÉRATION ET DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

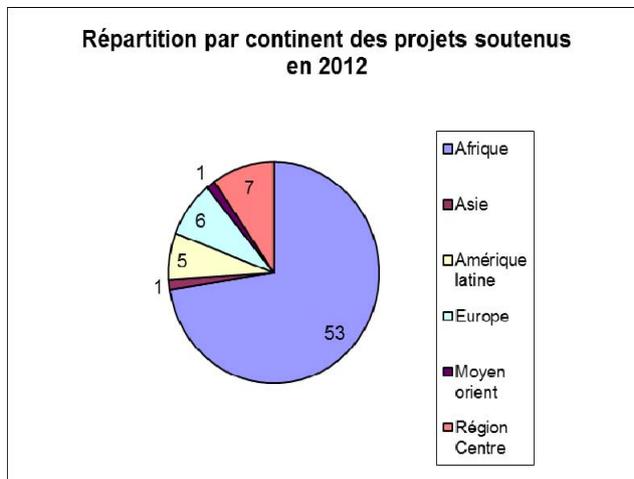
Parallèlement aux actions conduites dans ses zones prioritaires de coopération décentralisée, la Région Centre accompagne, chaque année, plusieurs dizaines d'organismes régionaux pour la mise en œuvre de leurs projets, au titre du dispositif d'aide aux acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale.

- Sur 85 dossiers reçus en 2012, **73 ont été financés**, soit 14 projets de plus qu'en 2011. Les projets qui n'ont pas pu être aidés ne rentraient pas dans le cadre du dispositif (projets individuels, associations situées hors région Centre...).

- ▶ Parmi les acteurs appuyés en 2012, **12 porteurs de projets n'avaient jamais bénéficié de l'aide régionale**. A noter que majoritairement, ce sont les associations qui ont été attributaires de subventions régionales.

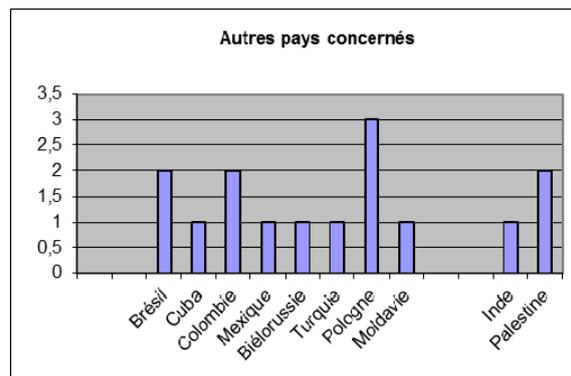
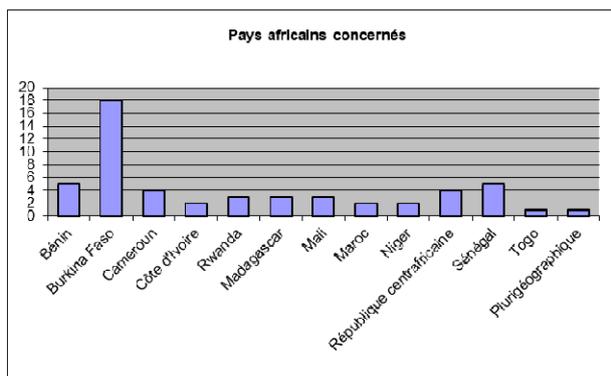


- ▶ La répartition géographique des porteurs de projet montre cette année encore une prédominance de l'Indre-et-Loire et du Loiret. A noter toutefois une inversion de la tendance entre ces deux départements par rapport à l'an passé.

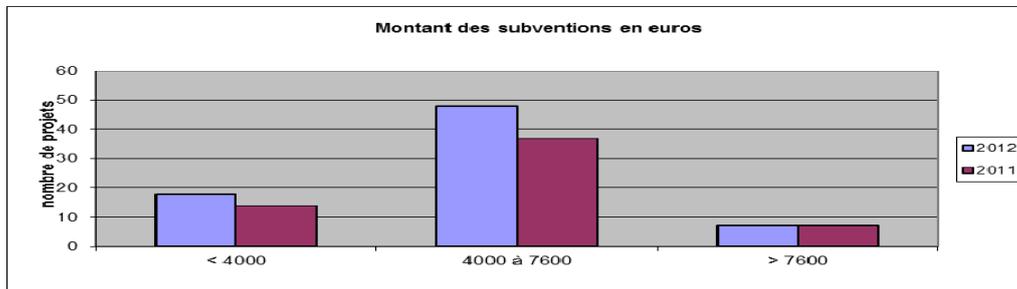


Le **continent africain** reste la zone géographique de prédilection pour les porteurs de projet, et c'est au Burkina Faso que les projets sont les plus nombreux.

En Europe, la **Pologne** s'avère être le pays avec lequel les échanges sont les plus fréquents.



Le montant moyen des subventions, quant à lui, a augmenté par rapport à l'an passé puisque la moitié des projets ont reçu une aide régionale allant de 4 000 à 7 600 €.



L'examen des secteurs d'intervention des projets ayant obtenu un cofinancement régional montre une prédominance des thématiques relevant de l'appui aux secteurs de l'éducation et de la santé. Les actions en faveur du développement agricole restent nombreuses. Celles impliquant la jeunesse (chantiers solidaires, échanges éducatifs) sont toujours bien représentées ainsi que les projets d'éducation au développement et de sensibilisation aux valeurs de solidarité internationale conduites sur le territoire.

Quelques projets s'inscrivant dans la logique du développement agricole :

La formation aux pratiques agro-écologiques pour 39 agriculteurs de Tamiga au Burkina Faso – ASSOCIATION SOLIDARITE-ECOLES (Cher)



A la faveur de missions de bénévoles, l'Association Solidarité-Ecoles a fait le diagnostic d'une dégradation des conditions de vie à Tamiga au Burkina Faso. L'appauvrissement des sols et la diminution des ressources en eau ne permettent plus aux agriculteurs de cultiver leurs terres avec un rendement suffisant pour nourrir la population. De ce fait, l'approvisionnement en céréales diminuant dans les cantines scolaires, les enfants désertent l'école.

Pour y remédier, l'association Solidarité-Ecoles, en partenariat avec l'Association pour la Vulgarisation et l'Appui aux Producteurs Agro-écologistes au Sahel, conduit un projet qui consiste à initier les parents, agriculteurs d'origine, à des techniques de cultures adaptées aux conditions difficiles du territoire.

Le soutien aux actions de la coopérative agricole de Bouaflé en Côte d'Ivoire – AFDI de l'Indre

Suite à une mission d'expertise menée en Côte d'Ivoire par 3 agriculteurs de l'Indre, l'AFDI entretient des relations avec la coopérative de Bouaflé. Elle a pour fonction d'assurer la collecte, le conditionnement et la commercialisation du coton. Depuis la crise ivoirienne, la production est handicapée par le pillage des exploitations et la commercialisation groupée des produits agricoles est très perturbée. Pour faire face aux besoins monétaires immédiats, les agriculteurs vendent alors en direct, à faible prix, leurs productions. La coopérative ne pèse donc que très faiblement dans le revenu des producteurs.

Le projet pour lequel l'AFDI a sollicité l'appui de la Région consiste à réaliser un diagnostic du fonctionnement de la coopérative et à l'accompagner afin de relancer son activité (aide à la structuration, organisation, formation). Ce projet s'inscrit dans une démarche nationale : la consolidation des coopératives et la diversification des services

aux paysans sont des objectifs portés par le ministère ivoirien du développement rural et par les principaux bailleurs du secteur agricole.

Création d'un jardin scolaire dans les écoles primaires de Monatélé au Cameroun – GROUPEMENT DES RETRAITES EDUCATEURS SANS FRONTIERES (Indre-et-Loire)



Dans le but de contribuer à enrayer l'exode des jeunes vers les centres urbains, le GREF conduit un programme d'initiation et de formation aux méthodes innovantes de maraîchage à destination des écoles primaires. Pour cela, l'association a participé à la création d'un jardin scolaire équipé de pompes et de panneaux solaires. Elle a dispensé des formations auprès des enseignants afin d'assurer l'entretien du jardin et de concevoir « une pédagogie du jardinage ». L'acquisition de ce savoir-faire par les élèves de Monatélé est directement intégrée dans les programmes scolaires. Ce projet a été mené en partenariat avec des ONG locales.

II LA MISE EN RÉSEAU DES ACTEURS – SOUTIEN À CENTRAIDER

La Région Centre, avec l'appui du Ministère des Affaires étrangères et européennes, soutient l'association Centraider depuis plus de 10 ans.

- ▀ Centraider **identifie et met en réseau** les acteurs régionaux investis dans des projets de coopération et de solidarité internationale (associations, collectivités territoriales, établissements publics...).

Pour ce faire, Centraider tient à jour un répertoire en ligne, recensant **817 acteurs régionaux** et anime une dizaine de groupes de travail géographiques et thématiques : Commission Afrique, groupe eau et assainissement, groupe Mali, commission tourisme solidaire, groupe Burkina, coordination de la Semaine de la solidarité internationale et pilotage d'une réflexion sur l'éducation au développement et à la solidarité internationale...

- ▀ Centraider **accompagne** les associations, établissements publics et collectivités territoriales dans leurs projets en proposant des conseils et appuis personnalisés, des formations et des journées d'échanges thématiques.
- ▀ Centraider **informe** le grand public et **valorise** les initiatives régionales : site Internet collaboratif, diffusion régulière d'une newsletter, publication d'un bulletin d'information et de lettres thématiques.

Le site Internet www.centraider.org a été entièrement refait fin 2011 et sa mise à jour quotidienne en 2012 a permis de **tripler le nombre de visites**, passant de 20 928 visiteurs en 2011 à 56 788 visiteurs en 2012 !



www.centraider.org

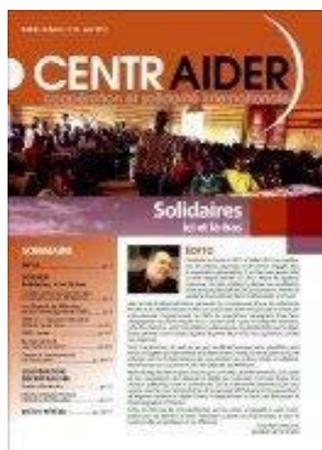
Parmi les **réunions proposées en 2012**, on peut citer, entre autres :

- la commission Afrique du 4 février sur « développement, démocratie et modernité en Afrique », rassemblant plus de 30 participants,
- le groupe Burkina du 30 mai sur l'éducation, réunissant 40 participants,
- le groupe « eau et assainissement » le 6 juin en partenariat avec l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, rassemblant 15 participants,
- le groupe Mali du 13 décembre, en partenariat avec la ville de Beaugency, accueillant plus d'une centaine de personnes.

Il faut noter en outre que Centraider propose désormais des **formations à la gestion de projets** « à la carte » et peut ainsi démultiplier et décentraliser son action de formation. En 2012, 3 sessions ont ainsi été proposées : en avril à Vierzon, en juin à Tours et en novembre à Chartres, soit 21 organisations formées à la méthodologie de projet.

En outre, l'activité du **pôle appui aux porteurs de projet** a connu une forte croissance : 95 accompagnements individualisés et des réponses à 225 requêtes ponctuelles.

En matière **d'information**, Centraider a édité 2 **bulletins de liaison**, le premier en avril intitulé « Solidaires ici et là-bas », le second en partenariat avec la Région Centre à l'occasion des Rencontres régionales de la coopération en novembre portant sur « Dialogue des cultures ». Ces bulletins sont édités à 1 500 exemplaires.



Un annuaire des porteurs de projets d'accès à l'eau et à l'assainissement a également été édité en 2012.



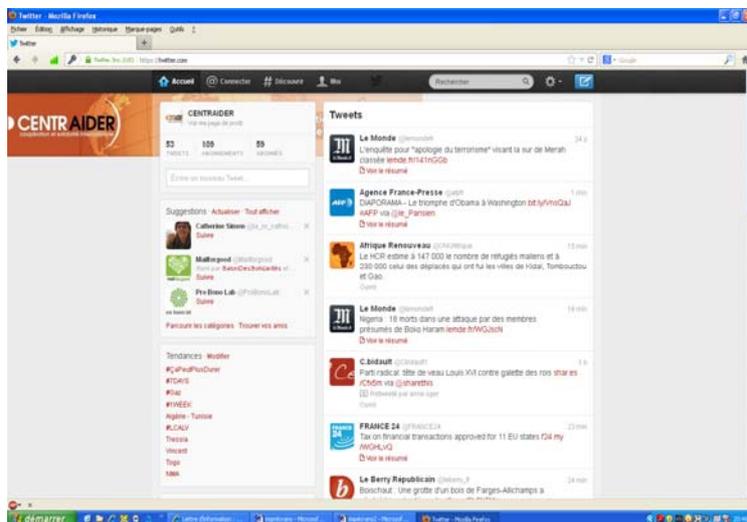
La **lettre d'information** a été envoyée tous les 15 jours (soit 26 éditions) à plus de 2 000 contacts mails.



Centraider a également alimenté sa **page Facebook**, comptant 353 « amis » et a créé un **compte Twitter** suivi par 59 abonnés. Cette nouvelle forme de communication permet d'accroître la connaissance du réseau par le grand public et les médias.



Page Facebook : www.facebook.com/centraider.centre



Compte Twitter de Centraider

III LA PAROLE AUX ACTEURS : ÉCHANGES, INFORMATION, CONCERTATION

JOURNÉE « JUMELAGES DE VILLES EN EUROPE » : POUR UNE CITOYENNETÉ ACTIVE DES JEUNES EUROPÉENS

Le 14 février 2012, plus de 130 personnes se sont retrouvées dans l'hémicycle, pour participer à la journée d'information et d'échanges sur les « Jumelages de villes en Europe ».

Le Président de la Région Centre et la Vice-Présidente en charge des Relations internationales, de l'Europe, des politiques européennes et de la coopération interrégionale, ont accueilli Mme Catherine LALUMIERE, Présidente de la Maison de l'Europe de Paris et de la Fédération française des maisons de l'Europe - Anciennement députée, Ministre et Vice-présidente du Parlement européen.



Les communes ou comités de jumelage du Centre ont été conviés à la journée annuelle d'information et d'échanges sur le dispositif « Jumelages de villes en Europe », dans le cadre de l'Année européenne de la solidarité intergénérationnelle. Elle s'est tenue le 14 février dernier dans l'Hémicycle du Conseil régional, sur le thème de « la Mémoire », avec une intervention du CERCIL.



JOURNÉE « COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE » ORGANISÉE EN PARTENARIAT AVEC CENTRAIDER

La **journée régionale d'informations sur la coopération décentralisée**, organisée en partenariat avec Centraider, a eu lieu le 13 mars 2012.

Le thème retenu « **Jeunesse : un axe dynamique de la coopération** » a attiré près de 60 personnes.

Elle s'est articulée autour d'une séance plénière, rassemblant élus et experts et ce, autour de 4 ateliers thématiques :

- Comment mobiliser les jeunes dans un programme de coopération décentralisée ? L'exemple du volontariat de solidarité internationale,
- Quels outils à disposition des acteurs de la jeunesse pour des projets à l'international ?
- L'ouverture internationale des établissements scolaires et la solidarité internationale,
- La solidarité internationale au service de l'insertion des jeunes.



RENCONTRES RÉGIONALES DE LA COOPÉRATION DECENTRALISÉE ET DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



Comme chaque année, depuis 12 ans, la Région a organisé au cours de l'automne 2012, les Rencontres de la Coopération internationale. Ce rendez-vous permet de réunir les acteurs investis dans des projets de développement afin d'échanger et débattre autour d'un thème d'intérêt commun.

La 12^{ème} édition « Quand les cultures dialoguent » a connu un bon niveau de participation puisque pas moins de 650 personnes se sont réunies le 17 novembre 2012, à Tours, jour du lancement de la Semaine de la Solidarité internationale et du Festival Plumes d'Afrique. La diversité des activités offertes par le programme des Rencontres (débat, projections, animations, forum...) a permis de mobiliser les acteurs impliqués dans la solidarité internationale mais également le grand public. A cette occasion il leur a été possible :

- ▀ d'assister à une **table ronde** réunissant des intervenants venus notamment du Mali, du Tchad, du Maroc et de Madagascar afin de livrer le point de vue du Sud sur la question du dialogue des cultures.



- ▀ de participer à l'un ou l'autre des **16 ateliers abordant des thèmes variés** (la mobilité internationale, le cinéma, la bande-dessinée, les chemins de la paix, le tourisme équitable...).



- ▮ de visiter l'espace forum réunissant une quarantaine de stands tenus par des acteurs régionaux.



- ▮ d'assister aux animations : les **Grandes personnes de Boromo** (Burkina Faso) et la troupe des **Chasseurs du Mandé** (Mali)



- ▮ Pour illustrer cette journée dédiée au dialogue entre les cultures, voici quelques extraits d'interventions relevés lors de la table ronde d'ouverture :

Comment définir le dialogue interculturel ?

« Le dialogue interculturel tourne autour de plusieurs choses. Cela tourne autour de la reconnaissance de l'autre, autour de la tolérance, autour de l'amour de soi-même, parce qu'il faut d'abord s'aimer pour aimer l'autre. Je pense que ce dialogue est important et indispensable pour les peuples que nous sommes et pour que arrivions à une paix durable dans le monde entier, à une paix durable entre les différentes ethnies, entre les différents peuples »

Ichata Al Wata, Ministre de la Famille, de la Promotion de la femme et de l'enfant du Mali

« Le dialogue des cultures suppose aussi le dialogue des mémoires. Dialogue des mémoires : chacun existe avec sa propre mémoire et la méconnaissance de cette mémoire peut amener à des malentendus, à des tensions... »

Jean-Luc RAHARIMANANA, écrivain malgache

« L'obstacle est de s'inscrire dans un schéma de supériorité... »

Chafika El Habti, Consule générale du Royaume du Maroc à Orléans

Conclusion

A travers sa démarche de coopération internationale, la Région Centre souhaite à la fois concrétiser une forte solidarité avec ses régions partenaires du Sud, soutenir les associations et accompagner ceux qui souhaitent établir des relations nouvelles avec d'autres régions du monde en s'appuyant sur nos accords de Région à Région.

L'échange et la réciprocité permettent des relations équilibrées et durables. Dans les pays du Sud, l'impératif consiste souvent à répondre aux besoins essentiels de l'alimentation, de l'éducation, de l'organisation de la vie civile. L'autonomie économique et agricole est un enjeu majeur. Dans ce cadre, nous sommes particulièrement attentifs au rôle des femmes.

Le développement économique intéresse toutes nos régions partenaires. Qu'il s'agisse de favoriser le commerce exportateur de nos entreprises régionales, ou de faciliter l'implantation d'entreprises étrangères en France, il est certain que le cadre contractuel établi avec nos Régions partenaires permet d'instituer une confiance, un sérieux, des perspectives. Avec les autres régions d'Europe, l'échange d'expérience est souvent très fécond.

A l'heure où nous devons lutter pour l'emploi régional, il est très important de favoriser l'ouverture économique vers nos Régions partenaires partout dans le monde. En cohérence avec nos stratégies de développement économique, et en association avec ceux qui y contribuent, nous souhaitons favoriser les échanges, en considérant que la francophonie, les expressions culturelles, les partenariats éducatifs et universitaires, fournissent autant de circonstances qui contribuent à l'amitié entre les peuples. Nos coopérations internationales créent des circonstances institutionnelles très favorables.

Je vous demande de prendre acte de cette communication.

François BONNEAU